

BUREAU VERITAS Construction agence de Nancy
ZAC de Frocourt 21 rue Antoine de St Exupéry
54170 Fleville devant Nancy

Tél : +33607193376
Mél : philippe.piona@bureauveritas.com

N° affaire : 25361906/1

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : **54/LUNEVILLE/CONFORMITE PUI CHR**
6 rue GIRARDET BP 30206
Bâtiment GALLE
54301 LUNEVILLE CEDEX

Destinataire :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Cédric BUSSELOT
6 Rue GIRARDET BP 30206
54301 LUNEVILLE CEDEX

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Présence de Plomb

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
01/04/2025	Rev0		Philippe PIONA
26/05/2025	Rev1	Phase APD, PGC provisoire, en attente du diagnostic amiante HAP sur les enrobés avant travaux	Philippe PIONA
05/08/2025	Rev2	Phase PRO, mis à jour nom du CSPS réalisation, reçu diag amiante HAP sur enrobés et nouvel allotissement	Philippe PIONA

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	6
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	9
2.5. Intérimaires	10
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	12
3.2.1. Clôture et portail	12
3.2.2. Accès	13
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	13
3.2.5. Stationnements	13
3.2.6. Stockage	13
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	14
3.2.8. Cantonnements et entretien	14
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	16
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	16
3.3.2. Plan d'installation de chantier	16
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	16
4. MESURES DE COORDINATION SPS	18
4.1. Définition des séquences d'interventions	18
4.2. Analyse de risques	20
4.3. Co-activités et protections collectives	27
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	27
4.3.2. Déplacement de protection collective	28
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	28
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	28
4.4. Equipement de levage	29
4.4.1. Autorisation de survol	29
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	29
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	29

4.5.1. Approvisionnements et stockage	29
4.5.2. Travaux superposés	29
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	29
4.5.4. Protection contre le bruit	30
4.5.5. Protection contre l'incendie	30
4.5.6. Travaux en hauteur	30
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	31
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	32
4.6. Moyens communs	32
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	32
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	32
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	32
4.6.4. Protection des accès – Auvents	32
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	33
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	34
5.1. Stockages sur le chantier	34
5.2. Nettoyage	34
5.3. Enlèvement des déchets	34
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	34
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	35
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	35
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	36
6.1. Déclarations particulières	36
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	36
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	36
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	36
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	36
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	36
6.7. Locaux témoins	37
7. ORGANISATION DES SECOURS	38
7.1. Téléphone de secours	38
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	38
7.3. Travail isolé	38
7.4. Procédure d'organisation des secours	38
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	38
7.6. Point de rencontre secours	38
7.7. Modèle de fiche de secours	39
ANNEXES AU P.G.C.	40

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents dossier plans, descriptif travaux remis en février 2025 par le Maître d'oeuvre et APD remis en juin 2025.

- des **Diagnostics amiante et plomb avant travaux de bâtiment de la sté APAVE, document ref 79555-159292 A du 09/07/24 et ref 79555-159291 P du 09/07/24 et du diagnostic amiante HAP dans les enrobés de la sté APAVE, document ref 85263-169822 A du 02/06/25.**

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Travaux de Restructuration de la pharmacie à usage intérieur du centre hospitalier de Lunéville;
restructuration PUI (Pharmacie à usage intérieur)

La PUI se situe au premier étage, et dernier, du bâtiment GALLE, dans l'aile Ouest du cloître, au-dessus de la Dialyse.

Le chantier se déroule en 2 phases suivant planning du dossier :

Phase 1 : locaux stériles PUI

Phase 2 : locaux non stériles PUI

Le démarrage phase 2 se fera après réception des travaux phase 1 et mise en service des locaux restructurés dans cette phase 1.

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : A.O. appel d'offres public

Mode de passation des marchés : en LOTS séparés

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 15 décembre 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 7

Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

A charge de chaque LOT, entreprise :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : 17 LOTS et environ 2 à 3 sous traitants d'où environ 19 entreprises

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 4 à 15 personnes

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE	6 Rue GIRARDET BP 30206 54301 LUNEVILLE CEDEX	06.12.57.24.71 cedric.busselot@ghemm.fr	Cédric BUSSELOT
Maîtrise d'œuvre mandataire	FRANCOIS HENRION MALGRAS Urbanistes	52, Impasse de Montreville 54000 NANCY	e.arz@francois-henrion-malgras.com	Emilie ARZ
Coordonnateur SPS de conception	BUREAU VERITAS Construction agence de Nancy	21, Rue Antoine de St Exupéry 54710 FLEVILLE DEVANT NANCY	06 07 19 33 76 philippe.piona@bureauveritas.com	Philippe PIONA
Coordonnateur SPS de réalisation	BUREAU VERITAS Construction agence de Nancy	21, Rue Antoine de St Exupéry Z.A.C. de FROCOURT 54710 FLEVILLE DEVANT NANCY	06 21 09 03 18 alexandre.cambron@bureauveritas.com	Alexandre CAMBRON
DREETS	DDETS 54 - Pôle Travail	23 Bd de l'Europe Centre d'affaires Les Nations BP 50219 54506 VANDOEUVRE LES NANCY Cedex	03 83 50 39 00 ddets-uc2@meurthe-et-moselle.gouv.fr	Contact
CARSAT	CARSAT Nord-Est département risques professionnels	81/85, rue de Metz 54000 NANCY	06 03 21 37 42 benoit-yves.lozach@carsat-nordest.fr	Benoit LOZACH
OPPBTP	OPPBTP GRAND EST agence de Nancy	L'Austrasian 71, rue des Cinq piquets 54000 NANCY	03 83 20 20 03 grandest@oppbtp.fr	Contact
Bureau d'étude	BET LOUVET	15, avenue de la Garenne BP10 694 54063 NANCY CEDEX	06 10 05 73 90 rpernot@louvet.fr	Raoul PERNOT
Bureau d'étude	ETICO	99, av. Carnot - BP 9008 54132 SAINT-MAX CEDEX	06 72 59 12 66 m.receveur@etico.fr	Michel RECEVEUR

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'Œuvre pour non remise de document. L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.

Art. L. 4722-6 : Sont punis d'une amende de 4500 € les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes, une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, qui n'ont pas mis en œuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 4111-6, L.4411-1, L. 4532-5, L.4532-6 et L. 235-18 du code du travail.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions

communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité

du chantier,

- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de plomb dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb" et

diagnostic plomb avant travaux de bâtiment de la sté APAVE, document ref 79555-159292 A du 09/07/24 et ref 79555-159291 P du 09/07/24

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Le personnel de chaque LOT sera muni de sa carte d'identité professionnel BTP et NOM de l'entreprise identifié sur son casque et ou sur sa chasuble, habit de travail.

La liste personnel entreprise sera fournie par chaque LOT, au Maître d'ouvrage avant démarrage de leurs travaux.

Accès au site, par l'entrée du CHR

Accès par couloirs et cages d'escaliers ; cheminement défini et présenté par le Maître d'ouvrage à suivre à respecter par les entreprises yc les contraintes et horaires d'accès.

Le Maître d'ouvrage avec le Maître d'oeuvre feront au préalable consigner les réseaux électriques , gaz médicaux , fluides avant les premiers travaux de dépose, de démolition purge.

Des PV de consignation seront établis par la sté ou l'établissement CHR service technique qui aura consigné ces réseaux en emprises de chantier.

Les PV de consignation seront diffusés aux MOE, CSPS et aux entreprises de dépose démolition.

Le LOT Gros oeuvre prévoira les adductions électriques de chantier pour les coffrets de chantier éclairage de chantier dans la zone de travaux yc pour alimentation en électricité de la base vie

Le LOT Gros oeuvre prévoira point d'eau chantier et adduction d'eau plus évacuation pour la base vie.

Entretien de ces réseaux de chantier à charge de ce LOT ci dessus.

Les câbles électriques seront attachés en hauteur signalés pour ne pas chuter dedans, ni entraver les circulations.

Le LOT Gros oeuvre, prévoira un technicien électricien, qui puisse intervenir à tout moment sur l'installation électrique de chantier, en cas de pannes.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Le LOT Démolition Purges Gros oeuvre prévoira :

Cloisons bois, placo étanches à la poussière; pour séparer l'espaces travaux des autres locaux services restant en exploitation.

Clôture HERAS pour les aires de stockage TCE et aires de stationnement stockage matériels près de la base vie yc pour zone déchetterie tampon, de stockage des déchets; le temps de les reprendre et de les évacuer quotidiennement par chaque LOT.

Serrures de chantier à prévoir par ce même LOT sur les portails et portes de la zone de chantier

Aucun stockage de déchets ni d'appros en dehors de ces clôtures de chantier et zones de travaux.

3.2.2. Accès

Le LOT Démolition Purges Gros oeuvre, mettra en place un fléchage d'accès chantier

Chaque entreprise respectera les règles d'accès au site CHR de Lunéville : horaires , vitesse limitée et suivi des cheminements accès prévus par CHR.

Pour les accès et opérations d'approvisionnements de livraisons de chantier; les différents LOTS utiliseront et feront vivre le document DHOL; modèle joint au PGC.

Appros gros matériels et fournitures de chantier; prévenir à l'avance le CHR.

3.2.3. Circulations

Des voies de circulations périphériques seront fléchées, balisées et canalisées par ce LOT Démolition Purges Gros oeuvre, qui les entretiendra jusqu'à la fin des travaux.

Ce LOT devra séparer les voies de circulations véhicules engins de chantier des voies piétonnes pour éviter les coactivités, les interférences et les accidents de collisions.

Le LOT Démolition Purges Gros oeuvre veillera à l'entretien quotidien et réglementaire de ces moyens d'accès et de circulations horizontales en protection collectives.

A partir du coffret électrique général de chantier mis en place; ce même LOT Démolition Purges Gros oeuvre, prévoira les éclairages des circulations horizontales et verticales intérieures à la zone de travaux, ainsi que leur entretien tout au long du chantier.

3.2.4. Signalisation

Le LOT Curage démolition mettra en place les signalisations d'accès extérieur au chantier, au droit de la porte de la palissade de chantier ainsi que dans le chantier .

Il en aura l'entretien et les déplacements et les mises à jour nécessaires au besoin du chantier.

3.2.5. Stationnements

Sur quelques places de stationnement mises à dispo, réservées par CHR

3.2.6. Stockage

Stockage tampon sur aire close par le LOT Démolition Purges Gros oeuvre
puis appro à pied d'oeuvre par chaque LOT

Privilégier les appros à l'avancement des travaux, à flux tendu

Livraisons :

- Respecter les règles CHR

Stockage :

- A réduire, appros au fil de l'eau
- Pas de stockage hors zones de travaux et aire stockage tampon
- Ne pas entraver les circulation du CHR

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Electricité à charge du LOT Démolition Purges Gros oeuvre
Eau et évacuation à charge du LOT Gros oeuvre

Le LOT Démolition Purges Gros oeuvre mettra en place :

- le coffret électrique général de chantier puis des alimentations et pose de coffrets électriques (1 à 2 par zones de travaux à chaque niveaux) et éclairage de chantier, des circulations des différentes zones de travaux.

Le LOT Démolition Purges Gros oeuvre mettra en place :

- des points d'eau chantier hors gel, minimum 1 unité.

Le LOT Démolition Purges Gros oeuvre aura en charge de faire réaliser les contrôles électriques réglementaires avant mises en service des réseaux électriques de chantier.

De plus il veillera à l'entretien quotidien et au dépannage rapide des installations électriques de chantier : un technicien électricien sera prévu par ce LOT.

Les câbles et alimentations seront arrimées en hauteur et protégées mécaniquement et signalées " sous tension ".

Ce LOT installera de plus, les éclairages de chantier pour les circulations horizontales et verticales dans le bâtiment .

Ensuite à charge de chaque LOT de prévoir d'éclairer ses zones de travaux, ses postes de travail.

Préalablement aux démarrages des travaux; le CHR service technique consignera, les réseaux électricité, incendie, eau, gaz médicaux, RIA des zones, locaux impactés par les travaux.

Des PV de consignation seront établis par CHR service technique qu'il remettra aux MOA, MOE et CSPS qui en feront la diffusion aux entreprises du chantier notamment au LOT démolition, dépose etc.

Les entreprises de démolition, de dépose d'équipements réaliseront avant démarrage de leurs travaux des VAT (Vérification Absence de Tension).

3.2.8. Cantonnements et entretien

INSTALLATION BASE VIE à charge du LOT Démolition Purges Gros Oeuvre :

Ces installations hygiènes seront dimensionnées et prévues pour l'ensemble des LOTS et intervenants du chantier y compris pour les installations bureau - salle de réunion pour les Maîtres d'ouvrage et d'œuvre. La base vie devra pouvoir accueillir en pointe jusqu'à 12 personnes.

La base vie devra être installée et opérationnelle en phase préparation de chantier pour les premiers de travaux.

Emplacements destinés à la base vie :

Ces installations devront répondre à l'ensemble des normes en vigueur.

Ces installations seront à soumettre dans le plan d'installation de chantier à l'approbation du maître d'ouvrage, maître d'œuvre et coordonnateur SPS.

Les cantonnements auront un dispositif permettant l'assainissement de ces baraquements.

Elle sera implantée de telle manière que les salariés puissent y accéder aisément, proprement et en sécurité, en habits de ville.

L'accès aux locaux sanitaires sera contigu et en communication directe avec les locaux vestiaires sinon des accès, des communications protégés des intempéries.

PM dimensionnement d'un cantonnement :

- un W-C et un urinoir pour 20 personnes,
- des lavabos à raison d'un orifice pour 10 personnes,
- une cabine de douche pour 8 personnes
- 1,25m² par salarié, pour les vestiaires
- 1,50m² par salarié, pour les réfectoires

Vestiaires, Réfectoires

Il mettra à la disposition de l'ensemble des entreprises intervenantes des locaux vestiaires et réfectoires. Leur surface sera calculée conformément au Code du Travail.

Les vestiaires seront pourvus d'armoires penderie à double compartiment avec serrures ou support de cadenas.

Les réfectoires seront équipés de sièges et de tables avec revêtement imperméable en nombre suffisant, de micro-ondes et de réfrigérateurs pour conserver les repas.

L'ensemble des installations sera correctement éclairé, aéré, ventilé, chauffé, pourvu d'extincteurs adaptés à la nature du risque.

Sanitaires communs

Il prévoira des locaux sanitaires pour l'ensemble des entreprises et pour la durée totale du chantier. Ces locaux seront dimensionnés pour l'effectif présent sur le site à tout moment et comprendront :

- un W-C et un urinoir,
- des lavabos à raison d'un orifice,
- une cabine de douche.

Les lavabos et les douches seront à eau chaude et froide.

Les réseaux d'évacuation seront raccordés au réseau et l'ensemble des réseaux (alimentation et évacuation) installé hors gel.

L'ensemble de l'installation devra être pourvu d'un moyen de chauffage.

Tous les éléments consommables (savon, essuie-mains, etc.) et le nettoyage journalier de la base vie sont à la charge de ce LOT

Installations électriques des cantonnements

L'alimentation électrique de la zone de cantonnement sera assurée par le LOT Démolition Purges Gros oeuvre; il prévoira une vérification réglementaire par un organisme agréé avant mise en service.

Branchement eau potable des cantonnements

Le LOT Démolition Purges Gros oeuvre, effectuera un branchement d'eau (sous compteur et vanne d'arrêt compris), il sera hors gel.

Il assurera l'alimentation d'eau pour les besoins du chantier et des cantonnements.

Branchement assainissement des cantonnements

Le LOT Démolition Purges Gros oeuvre, aura à sa charge la réalisation d'un réseau provisoire d'eaux usées et vannes pour les installations de cantonnement ou si impossible à réaliser prévoira la mise en place d'une fosse toutes eaux avec vidange régulière de celle-ci.

Un système autonome avec fosse étanche à vidanger quotidiennement est aussi acceptable

Le branchement comprendra, les canalisations et raccordement aux sanitaires de la zone vie y compris, entretien et remise en état en fin de chantier.

Hébergement des travailleurs

L'hébergement des travailleurs n'est pas prévu sur le site. Chaque entreprise est responsable de l'hébergement de son personnel.

Salle de réunion bureau de chantier pour MOA MOE et entreprises :

Mise à disposition par la Maîtrise d'ouvrage, conformément au CCTP LOT 02 Gros oeuvre. Elle devra pouvoir accueillir 15 personnes avec tables et chaises plus armoire à plans, éclairé chauffé. A charge du Maître d'ouvrage du nettoyage de la salle de réunion.

Le LOT Gros oeuvre y installera dans celle ci, un téléphone et une box 4 ou 5G pour l'internet.

Bureaux de chantier entreprise et ou containers; avec accord préalable du MOA CHR

A charge de chaque LOT de les installer et de les faire raccorder en électricité à leurs frais.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Le LOT Démolition Purges Gros oeuvre aura en charge le nettoyage des accès, voies de circulation de chantier et les abords du chantier.

Ce LOT prévoira un dispositif de décrotage ex engin KARCHER, aire lavage des roues de PL engins avant sortie du chantier

Dès le début de l'intervention des corps d'état secondaires et jusqu'à la fin du chantier, l'entreprise de Gros-oeuvre doit la mise à disposition de bennes qu'elle videra chaque fois que nécessaire.

A charge de chaque LOT de nettoyer quotidiennement ses aires et ses postes de travail puis d'évacuer dans la foulée ses déchets vers la déchetterie munie de bennes.

Au cas où l'entreprise serait défaillante dans son devoir de nettoyage, le Maître d'oeuvre fera intervenir une entreprise tierce spécialisée, aux frais entiers de l'entreprise adjudicataire.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le LOT Démolition Purges Gros oeuvre, proposera dès sa nomination un projet de plan d'installation de chantier (PIC) au Maîtres d'ouvrage, d'œuvre et au Coordonnateur SPS pour avis.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Démolition Purges Gros oeuvre** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

A charge du LOT Démolition Purges Gros oeuvre de proposer dès la phase préparation de chantier un Plan d'Installation de Chantier (PIC) aux Maîtres d'ouvrage, d'œuvre et au Coordonnateur SPS.

Ce PIC intégrera :

- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires, avec portail d'accès
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement de la déchetterie, des bennes à déchets,
- des accès provisoires au bâtiment,
- de l'emplacement des gros moyens de levage,
- des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue ou des grues avec les zones d'évolution autorisées,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets secondaires

Ce PIC intégrera ou sera complété par un plan d'accès, de circulation de chantier et de signalisations mise en place depuis entrée du CHR.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Démolition Purges Gros oeuvre** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Démolition Purges Gros oeuvre	Démolition Purges Gros oeuvre	Jusqu'à la fin des travaux
Accès	Existant	Démolition Purges Gros oeuvre	Jusqu'à la fin des travaux
Circulations	Existantes	Démolition Purges Gros oeuvre	Jusqu'à la fin des travaux
Signalisation	Démolition Purges Gros oeuvre	Démolition Purges Gros oeuvre	Jusqu'à la fin des travaux
Stationnement	Existant	Toutes entreprises	Jusqu'à la fin des travaux
Stockage	Toutes entreprises	Toutes entreprises	Jusqu'à la fin des travaux
Réseaux provisoires de chantier	Démolition Purges Gros oeuvre	Démolition Purges Gros oeuvre	Jusqu'à la fin des travaux
Coffret électrique général	Démolition Purges Gros oeuvre	Démolition Purges Gros oeuvre	Jusqu'à la fin des travaux
Coffret divisionnaire et éclairage	Démolition Purges Gros oeuvre	Démolition Purges Gros oeuvre	Jusqu'à la fin des travaux
Cantonnement	Démolition Purges Gros oeuvre	Démolition Purges Gros oeuvre	Jusqu'à la fin des travaux
Infirmierie de chantier	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Nettoyage hors cantonnement	Toutes entreprises	Toutes entreprises	Jusqu'à la fin des travaux
PIC	Démolition Purges Gros oeuvre	Démolition Purges Gros oeuvre	Jusqu'à la fin des travaux
Protections collectives	Démolition Purges Gros oeuvre puis autres LOTS	Démolition Purges Gros oeuvre puis autres LOTS	Jusqu'à la fin des travaux
Accès hauteur communs	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Déchets - Gravats	Toutes entreprises	Toutes entreprises	Jusqu'à la fin des travaux
Fermetures cloisons de chantier, barrière	Démolition Purges Gros oeuvre	Démolition Purges Gros oeuvre	Jusqu'à la fin des travaux

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 Infrastructure		DEMOLITION S PURGES GROS OEUVRE VRD	Chute d'objets, éclats Inflammation, explosion Collision, heurt Rupture, effondrement Inhalation poussières Contact électrique direct ou indirect Travail en hauteur Engins et matériels Chute d'objets, éclats Déplacement de plain-pied Bruit, vibrations Plomb Contact électrique direct ou indirect Produits dangereux	<p>Pas d'autres activités, d'autres travaux dans le volume, lors des démolitions</p> <p>Consignations préalable par ENEDIS ou le lot Electricité et le lot CVC PLOMBERIE des réseaux existants</p> <p>PV de consignations à transmettre aux entreprises par le MOA</p> <p>.</p> <p>Pas d'autres activités, d'autres travaux dans le volume, lors des démolitions</p> <p>.</p> <p>Consignations préalable par ENEDIS ou le lot Electricité et le lot CVC PLOMBERIE des réseaux existants</p> <p>PV de consignations à transmettre aux entreprises par le MOA</p> <p>Pas travaux en superposition</p> <p>Plan de grutage</p> <p>Pas de travail d'autres entreprises sous les zones de montage.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Consignations des réseaux avant démolition</p>
2 Couvertures Fermetures		CHARPENTE BOIS COUVERTURE RE ETANCHEITE BARDAGE MENUISERIE S EXTERIEUR ES ALUMINIUM - METALLERIE SERRURERIE	Chute d'objets, éclats Chute d'objets, éclats Inflammation, explosion Engins et matériels Manutention manuelle Travail en hauteur Chute d'objets, éclats Stabilité, renversement Manutention manuelle Travail en hauteur Engins et matériels Choc, coupure, piqûre Voisinage Inflammation, explosion	<p>.</p> <p>Balisage</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Respect des protections collectives</p> <p>.</p>

3 Second œuvre		ELECTRICITE Travail en hauteur Déplacement de plain-pied Chute d'objets, éclats Eclairage Contact électrique direct ou indirect	Permis de feu à afficher dans la zone d'intervention . . Consignations préalable par ENEDIS ou le lot Electricité et le lot CVC PLOMBERIE des réseaux existants PV de consignations à transmettre aux entreprises par le MOA
		GENIE CLIMATIQUE CVC - PLOMBERIE SANITAIRE Déplacement de plain-pied Chute d'objets, éclats Travail en hauteur Manutention manuelle Inflammation, explosion Inflammation, explosion	. . . TMS. Permis de feu à afficher dans la zone d'intervention Consignations préalable par ENEDIS ou le lot Electricité et le lot CVC PLOMBERIE des réseaux existants PV de consignations à transmettre aux entreprises par le MOA
		PLATRERIE DOUBLAGE CLOISONNEMENT PLAFONDS - MENUISERIES INTERIEURES - PAILLASSES - ENVELOPPE SALLES BLANCHES - GUICHETS ETANCHES Manutention manuelle Travail en hauteur Pollution de l'atmosphère Déplacement de plain-pied Inhalation poussières Multi danger Plomb	. . .
		REVETEMENTS DE SOLS PROTECTION MURALES - PEINTURES NETTOYAGE Déplacement de plain-pied Manutention manuelle Multi danger Choc, coupure, piqûre Produits dangereux Déplacement de plain-pied Voisinage Travail en hauteur Inhalation poussières	Nettoyage du poste de travail et organisation du stockage. . . Pas d'autres entreprises dans le volume de travaux . Pas d'autres travaux lors des travaux de peinture au pistolet

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - Infrastructure

DEMOLITIONS PURGES GROS OEUVRE VRD

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	<p>Limiter le personnel lors de la démolition.</p> <p>Démolition réalisée essentiellement à l'aide d'engins avec protection conducteur. Pas de travaux en superposition de tâches.</p> <p>Neutralisation fermeture et signalisation de la zone d'intervention.</p>	Respect du balisage en place
Inflammation, explosion	<p>Consignation des zones à risques, à commencer par les réseaux existants (électricité/ gaz/ eau/ cuves fuel).</p> <p>Récupérer les PV de consignations électriques, eau et gaz.</p> <p>réaliser les VAT</p>	.
Collision, heurt	Séparation des zones d'activité des engins de celles des ouvriers,	Respect du balisage
Rupture, effondrement	<p>L'entreprise de démolition effectuera l'ensemble de ses travaux à l'aide d'EPI et d'équipements adaptés, suivant la législation en vigueur (plan de retrait si découverte de matériaux amiantés). Etude, choix des modes opératoires et du matériels les mieux adaptés au travail à exécuter et aux risques générés, Choix de main d'œuvre qualifiée, encadrée et formée au mode opératoire retenu,</p> <p>Vérification de la stabilité des planchers de travail eu égard aux charges amenées,</p> <p>Vérification de la nature et de la salubrité des éléments à déposer, fournir les protections individuelles requises, Ordonnancement des tâches, étude du positionnement des différents opérateurs, Prendre toutes dispositions selon avancée de la technique pour réduire au maximum les nuisances de chantier (bruits ; poussières) Renforcement des aires d'évolution "fragiles", fermeture des regards et caniveaux pour le passage d'engins de chantier Humidification des gravois par aspersion,</p>	.
Inhalation poussières	<p>Afin de prévenir l'émission de poussières, l'entreprise procédera à une brumisation des gravats.</p> <p>bachage pour éviter les risques exportés aspiration à la source</p>	.
Contact électrique direct ou indirect	<p>Intervention sous réseaux consignés et s'assurer de la consignation avant intervention. Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité. Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées. Réaliser une VAT avant travaux</p>	Ne pas intervenir sur les zones en présence d'électricité.
Travail en hauteur	Usage PIR échafaudage réceptionné avt	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	usage Organisation et plan de montage des grues Barriérage signalisation aire montage de la grue et aire levage Fournir un plan de grutage Réalisation d'examen d'adéquation de levage avant travaux de manutention levage Cordes de guidages Chef de manœuvre identifié plus élingueur	Interdiction à toutes autres entreprises d'accès de circulation dans la zone de montage et d'essais de la grue Pas de travail d'autres LOTS sous les zones de levages et de montage du LOT Gros œuvre .
Chute d'objets, éclats	Réalisation examen d'adéquation levage avant toutes opérations de manutentions, levages Balisage des zones de levage Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges Faire évacuer les aires levages, personnes sous les charges Respect des protections collectives Port du casque obligatoire Limiter le personnel lors de la démolition. Démolition réalisée essentiellement à l'aide d'engins avec protection conducteur. Pas de travaux en superposition de tâches. Neutralisation de la zone d'intervention.	Respect des balisages et consignes Chef de manœuvre du LOT GO Ne pas stationner ni circuler sous les charges Port de casque Ne pas circuler sous les charges Respect des règles d'évacuation et ordres donnés par le chef de manoeuvre GO Respect du balisage en place
Déplacement de plain-pied	Nettoyage quotidien des zones de travail, de circulation et de stockage. Balisage, barriérage Protection des fouilles et excavations par ce LOT Mise en place des tampons et fermetures au plus tôt sur regards et chambres enterrées	.
Bruit, vibrations	Privilégier les engins et matériels non bruyants Encoffrement des équipements Prévenir le voisinage Informé CHR Tx en horaire décalé Réalisation des travaux gênant en journées à minimiser Port des protections auditives	
Plomb	Voir diagnostic plomb car présence de plomb sur Enduit plâtre, bande calicot, porte d'entrée embrasure , porte dormant ouvrant Eviter les poussières de plomb donc éviter de percer, poncer et gratter les matériaux plombés Enceinte travaux close bâchée et port des EPI spécifiques (masque FFP3, combinaison jetables etc.) mis en place d'un pédiluve etc. vis à vis du risque plomb Etablir plan de retrait du plomb en plus du PPSPS	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Prévoir analyse de risque spécifique, personnel sensibiliser au risque plomb Suivre consigne INRS document ED 6374	
Contact électrique direct ou indirect	DICT, repérage des réseaux avant travaux de VRD, de terrassement, consultation des plans du CHR Personnel formé AIPR Consignations des réseaux avant toutes démolition, demande des PV de consignation avant le début des travaux	N'entreprendre les travaux de démolition sans remise d'un certificat de consignation par le lot électricité
Produits dangereux	HAP voir diagnostic amiante HAP des enrobés Port des EPI Lavage des mains etc.	

Séquence : 2 - Couvertures Fermetures**CHARPENTE BOIS COUVERTURE ETANCHEITE BARDAGE**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Evacuation journalière des déchets présent sur la toiture. Interdire tout risque d'envol. Les bigs bags d'évacuation des matériaux doivent être en bon état et rempli en fonction des charges qu'ils sont capables de recevoir (étiquetage présent).	.
Chute d'objets, éclats	Balisage des zones de levage. Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges. Mise en place de recette sécurisée à l'aide d'un monte matériaux ou engin de levage équipé d'un crochet de levage adapté. Balisage de votre zone d'intervention. Consulter les conditions climatiques avant de commencer les travaux	Respect des zones protégées. Respect des zones de déchargements Respect du balisage de la signalisation en place
Inflammation, explosion	Etablir un permis avant tout travaux par point chaud avec CHR service sécurité Posséder un extincteur au poste de travail Respect du contenu et règles permis feu CHR	
Engins et matériels	Aire levage balisée signalée Engin et accessoires de levage vérifiés Conducteur possédant autorisation de conduit	
Manutention manuelle	Prévoir aide mécanique aux manutentions : grue engin de levage , monte charge etc.	
Travail en hauteur	Usage PIR échafaudage et tour escaliers réceptionnés avt usage Gardes corps de chantier en toiture Aire au sol balisée signalée	

MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM - METALLERIE SERRURERIE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Balisage sous les zones de travail en hauteur, sous les zones de montage en pied de façade Verres et châssis sur pupitres stables et manutentionnables avec engins de levage	Respect du balisage
Stabilité, renversement	Demande d'une aire de stockage à la maîtrise d'œuvre	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Manutention manuelle	Approvisionnement à la grue et chariot élévateur Usage de ventouses vérifiées , de chariots etc. Prévoir aides mécaniques aux manutentions Réalisation d'examen d'adéquation levage	.
Travail en hauteur	Respect des protections collectives ou mise en place d'une protection au moins équivalente. Usage de d'échafaudage Réception et contrôles des échafaudages avant usage La pose des garde-corps définitifs doit se faire au plus tôt et depuis l'intérieur si possible, en conservant les protections collectives posées par le lot gros œuvre. Usage de PIRL, d'échafaudages réceptionnés avant usage , de nacelle, de PEMP Usage et port d'EPI harnais stopchute Aire au sol stabilisée, balisée signalée	GO : mettre des protections collectives ne gênant pas l'installation des menuiseries extérieures Respect des aires au sol signalées balisées pour les travaux en hauteur
Engins et matériels	Organiser une réunion de coordination avec le GO pour les approvisionnements. Approvisionnements à la grue ou autre engin de levage.	Mise en place de recettes
Choc, coupure, piqûre	Port de gants anti coupures	
Voisinage	Aire signalée close Travaux de nuit en dehors de la présence de la clientèle	
Inflammation, explosion	Chaque entreprise réalisera au préalable de l'utilisation d'un point chaud (meulage, perçage, soudure, découpage, ...) une demande de permis de feu auprès du PC Sécurité CHR	Accès interdit à la zone de travail

Séquence : 3 - Second œuvre

ELECTRICITE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	Balisage des zones de travail Usage de protections collectives échafaudages roulants et ou de pied et PIRL ; escabeau interdits Usage nacelle, PEMP	Pas de travaux superposés.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Attacher, fixer les câbles électriques provisoires et définitifs en hauteur pour éviter de trébucher dedans et de chuter.	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Carottage : assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage Remettre en place les protections des trémies horizontales et verticales du LOT Gros oeuvre ; protections que vous aurez modifiées et adaptés et fixées solidement au sol.	Tâche carottage : Assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage. Nettoyage des gravats
Eclairage	Éclairage chantier à réaliser par LOT Electricité au plus tôt notamment les circulations verticales et horizontales.	
Contact électrique direct ou indirect	Personnel formé électricien habilité Port des EPI d'électricien, gants isolants, masque et usage d'outils isolés classe 2 Balisage des zones de travaux de raccordements et de tests Identification des équipements et réseaux sous tension Vérification de la protection en tête 30 MA. Outillages, rallonges conformes aux normes avec vérifications périodiques et inférieures à 25m. Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité aux travaux électriques Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier Privilégier les travaux hors tension Identifier, signaler les réseaux provisoires sous tension et réseaux neufs mis en service sous tension	Respect du balisage et des neutralisations Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité

GENIE CLIMATIQUE CVC - PLOMBERIE SANITAIRE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Attacher, fixer les câbles électriques provisoires et définitifs en hauteur pour éviter de trébucher dedans et de chuter.	.
Chute d'objets, éclats	Carottage : assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage Remettre en place les protections des trémies horizontales et verticales du LOT Curage Démolition ; protections que vous aurez modifiées et adaptés et fixées solidement au sol.	Tâche carottage : Assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage. Nettoyage des gravats
Travail en hauteur	Balisage des zones de travail Usage de protections collectives échafaudages de pied du LOT Couverture Etanchéité, échafaudages roulants et PIRL ;	Pas de travaux superposés.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	usage d'escabeaux interdits Usage nacelle, PEMP	
Manutention manuelle	Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. Privilégié la manutention mécanique.	.
Inflammation, explosion	Chaque entreprise réalisera au préalable de l'utilisation d'un point chaud (meulage, perçage, soudure, découpage, ...) une demande de permis de feu auprès du PC Sécurité CHR	Accès interdit à la zone de travail
Inflammation, explosion	Consignation des zones à risques, à commencer par les réseaux existants (électricité/ gaz/ eau/ cuves fuel). Dégazage des cuves en amont de leur dépose. Recherche de la présence et de la nature, repérage, consignation, neutralisation, dé-pose, de tous les réseaux existants compris analyse de l'impact éventuel sur les installations existantes voir en service, avant toute intervention, Obtenir de la MOA l'ensemble des plans de récollement des réseaux enterrés avant de commencer les travaux (présence de nombreuses cuves à fuel, réseaux gaz, réseaux électriques, AEP, etc. Un rendez-vous de mise au point avec les différents concessionnaires sera indispensable en réunion préparatoire Mise en place si nécessaire de protections sur les ouvrages et habitations adjacentes destinées à limiter toute projection de gravats et poussières	.

PLATRERIE DOUBLAGE CLOISONNEMENT PLAFONDS - MENUISERIES INTERIEURES PAILLASSES - ENVELOPP

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Manutention manuelle	Prévoir aide mécanique aux manutentions pour appros fourniture et pose de plaques Lèves plaques, chariot élévateur, camion bras de grue, transpalette, chariots	
Travail en hauteur	Balisage des zones de travail Usage de protections collectives échafaudages roulants et ou de pied et PIRL; escabeaux interdits Usage nacelle, PEMP	Pas de travaux superposés.
Pollution de l'atmosphère	Port des EPI masque poussières, protection des yeux Ponceuse, scie avec aspiration à la source	
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Inhalation poussières	Les travaux générateurs de poussières du	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>type détalonnage de portes ou autres rabotages pour des réglages de menuiseries devront avoir lieu si possible en dehors d'une zone fermée.</p> <p>Dans le cas contraire, la zone devra être correctement ventilée.</p> <p>Port des EPI par les opérateurs</p> <p>Aspirations des poussières sur les appareils électro portatifs ; scie, rabot, ponceuse etc.</p>	
Multi danger	TMS prévoir aide mécanique aux manutention	
Plomb	<p>Voir diagnostic plomb car présence de plomb sur Enduit plâtre, bande calicot, porte d'entrée embrasure , porte dormant ouvrant</p> <p>Eviter les poussières de plomb donc éviter de percer, poncer et gratter les matériaux plombés</p> <p>Enceinte travaux close bâchée et port des EPI spécifiques (masque FFP3, combinaison jetables etc.) mis en place d'un pédiluve etc. vis à vis du risque plomb</p> <p>Etablir plan de retrait du plomb en plus du PPSPS</p> <p>Prévoir analyse de risque spécifique, personnel sensibiliser au risque plomb</p> <p>Suivre consigne INRS document ED 6374</p>	

REVETEMENTS DE SOLS PROTECTION MURALES - PEINTURES NETTOYAGE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées.	Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées.
Manutention manuelle	<p>Prévoir aide mécanique aux manutentions pour appros fourniture et pose de plaques</p> <p>Chariot élévateur, camion bras de grue, transpalettes</p> <p>Lés revt PVC couper en usine en atelier</p>	
Multi danger	TMS port de protections des genoux	
Choc, coupure, piqure	<p>Port de gants anti coupures</p> <p>Cutter rétractable</p>	
Produits dangereux	<p>En cas d'emploi de produits solvantés, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées.</p> <p>Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits à base de solvant.</p>	.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées.	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	
Voisinage	Pose de produits irritants vitrifications : en horaires décalés, ex de nuits Pas d'autres entreprises dans le volume de travaux Pas d'activité CHR à proximité de ce chantier	
Travail en hauteur	Balisage des zones de travail Usage de protections collectives échafaudages roulants et ou de pied et PIRL; escabeau interdits Usage nacelle, PEMP	Pas de travaux superposés.
Inhalation poussières	Usage de produits à base aqueuse EPI cf aux FDS à posséder aux postes de travail Le ponçage fin des supports s'effectuera au moyen de ponceuses équipées d'un système d'aspiration à la source.	.

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise Démolition Purges Gros oeuvre, soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives efficaces et perennes :

Clôture, palissade, cloisons provisoires de chantier, gardes corps sur escaliers, sur trémies cages d'escaliers, sur les regards, les ouvertures baies, balcons, protections des trémies horizontales et verticales, cages d'ascenseurs, des excavations, toitures terrasses lors de ses travaux de Gros oeuvre etc.

Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.

- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise du LOT Démolition Purges Gros oeuvre (un contrôle journalier de bon état et complétude des protections sera organisé par l'entreprise Démolition Purges Gros oeuvre idem prévoir un contrôle journalier des fermetures extérieures de chantier.

La protection des gardes corps provisoires est à la charge de l'entreprise Démolition Purges Gros oeuvre, jusqu'à la pose des gardes corps ou protections collectives définitives.

En cas de dépose temporaire, le personnel de l'entreprise intervenante sera équipé et portera les équipements de protection individuels adéquats. Les protections collectives provisoires seront remises en place dès la fin de la tâche considérée par l'entreprise qui les a déposées.

Equipements de protections collectives qui seront à détailler dans les PPSPS des autres LOTS.

- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,

- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Éventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

Les autres LOTS auront aussi à prévoir et à mettre en place leurs propres protections collectives pour leurs interventions en hauteur, en élévations avec par exemple la mise en place d'échafaudages, de tours échafaudages réceptionnés, de PIRL, protections contre les chutes de personnes etc.

Equipements de protections collectives qui seront à détailler dans les PPSPS des différents LOTS.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise LOT Démolition Purges Gros oeuvre est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise LOT Démolition Purges Gros oeuvre qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

Le Maître d'œuvre d'exécution et les entreprises feront le choix de produits non dangereux, moins dangereux.

Les entreprises détailleront les risques chimiques dans leur PPSPS et y joindront les FDS (fiches de données de sécurité des produits).

Le Maître d'oeuvre et les entreprises privilégieront le choix de produits moins dangereux, non dangereux notamment dans les produits résines, colles, peintures etc.

Les produits chimiques générant des risques, des gênes exportés sur les autres entreprises devront être mis en oeuvre en horaires décalés, sans la présence des autres entreprises et du personnel CHR; plus mise en place de bâchages, de dispositifs d'extraction, de ventilation d'air forcé, dimensionnés, adaptés à la surface et au volume des travaux.

4.4. Equipement de levage

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

Ex pour la manutention des CTA, retrait des déchets de couverture, approvisionnement des fournitures, du Gros oeuvre, couverture, ventilation etc.

Aides mécaniques aux manutention à prévoir par les LOTS

Prévoir examen d'adéquation levage avant toute opération de manutention, aire levage close, signalée avec Chef de manœuvre identifié formé et habilité,

Présence d'un chef de manœuvre et d'un élingueur formé, habilités et identifiés

Engins et accessoires de levage vérifiés ; rapports réglementaires levage disponible sur chantier

Conducteur possédant CACES et autorisation de conduite délivrée par l'employeur.

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'oeuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'oeuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en oeuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité (FDS) des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS ou sont imposées par ces derniers.

Sensibilisation et formation du personnel opérateur aux risques chimiques, aux FDS, opérateurs munis des EPI spécifiques prévues aux FDS

Les entreprises privilégieront le choix et l'usage de produits moins dangereux et non dangereux (ex résines, peintures, colles à base aqueuse etc.)

Les travaux avec risques exportés, gênants et contraignants pour les autres entreprises, seront planifiés avec le Maître d'œuvre en horaires décalés, sans la présence des autres entreprises pour éviter les coactivités. De plus des systèmes de ventilation, extraction forcées seront prévus par ces entreprises.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Demande de permis feu obligatoire auprès du PC SECURITE du CHR avant tout travaux par point chaud.
Contact PC : tel 03.

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs en bon état, vérifiés, adaptés à la nature du feu, aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

Respect des consignes permis feu CHR Lunéville remises; à posséder au poste de travail.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement

réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les entreprises privilégieront l'usage des échafaudage de type MDS (Montage et Démontage en Sécurité) conformément aux recommandations de la CARSAT.

Lors de travaux nécessitant un échafaudage, dont la hauteur du dernier plancher de travail est supérieur ou égale à 10m, mettre en place d'escalier, en lieu et place des échelles couplées aux plateaux à trappes, un escalier d'accès. De même, un treuil électrique est à prévoir pour remplacer les poulies manuelles. Ceci conformément aux recommandations de la CARSAT.

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Balisage et signalisation aux abords des travaux en hauteur sur échafaudages.

Des examens d'adéquation, des réceptions des échafaudage seront prévus avec chacun des LOTS qui utilise ceux ci, les entreprises utilisant des échafaudage réaliseront leurs contrôles journaliers. les contrôles trimestriel et à chaque déplacement et modification.

Le LOT propriétaire d'échafaudages gérera les mises à disposition et la convention de prêts auprès des autres LOTS amenés à utiliser celui ci.

Un nouvel examen d'adéquation sera réalisé et une réception conjointe faite.

Ceux ci seront tracées dans le registre de sécurité échafaudage avec les contrôles réglementaires.

Ce LOT mettra en plus les affichages nécessaires d'examens d'adéquation, de réceptions et de contrôles.

Les aires pour pose des échafaudages seront au préalable rembayées et stabilisées par le LOT Gros oeuvre.

Les aires de montage, de transformations des échafaudages seront toujours balisées et signalées par les LOT employant des échafaudages; aires interdites aux autres entreprises car risques chûtes d'objets, de charges.

Pas de travaux superposés sur les échafaudages et aux pieds ou sous ces échafaudages : risques de chutes d'objets, de charges etc.

Protections par auvents au dessus des entrées bâtiment ou renforts de protection au niveau de l'échafaudage; par les LOTS utilisant ces matériels : charpente couverture étanchéité

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Les engins de TP, de manutention et de chantier seront conduits par des personnes ayant reçus une formation CACES et autorisation de conduite délivrée par leur employeur.

Les engins auront des contrôles réglementaires à jour et sans observations (ex contrôles réglementaire levage etc.); rapports disponibles, consultables sur chantier.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Echafaudage et tour d'accès en toiture tuile à charge du LOT CHARPENTE COUVERTURE ETANCHEITE;
ceci pour déposer partie de toiture et création d'une trémie ouverture en toiture pour dépose de la CTA.

Cet échafaudage commun avec tour escalier attenante de protection contre les chutes en toitures à charge du LOT CHARPENTE COUVERTURE ETANCHEITE,
lui servira pour ses travaux et ceux du LOT VENTILATION ou autre LOT qui en aurait besoin; ceci conformément au CCTP LOT 02.

Les LOTS amenés à utiliser cet échafaudage préviendront à l'avance le LOT CHARPENTE COUVERTURE ETANCHEITE et les entreprises utilisatrices le réceptionneront avant usage, avant d'y travailler.

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Les accès chantier seront fléchés par le LOT Démolition Purges Gros oeuvre, puis seront conservés propres et dégagés par toutes les entreprises dans l'enceinte close du chantier.

Chaque LOT prévoira ses moyens d'aides mécaniques au levage.

Pour les travaux en élévation chaque LOT prévoira ses moyens d'accès et d'interventions en hauteur, en protection collective : ex-nacelle, échafaudages, PIRL.

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

A charge de chaque sous LOT de nettoyer ses zones et postes de travail et d'évacuer quotidiennement, chaque jour ses déchets vers la déchetterie de chantier munie de bennes par le LOT Gros oeuvre. Entreprises employant des produits chimiques géreront leurs propres déchets.

Le LOT Démolition Purges Gros Oeuvre réalisera et identifiera sur le PIC une aire tampon déchetterie de chantier avec des bennes identifiées pour le tri sélectifs; aire close par ses soins.

Dès le début de l'intervention des corps d'état secondaires et jusqu'à la fin du chantier, l'entreprise du LOT Démolition Purges Gros Oeuvre, doit la mise à disposition de bennes qu'elle videra chaque fois que nécessaire.

Au cas où l'entreprise serait défaillante dans son devoir de nettoyage, le Maître d'oeuvre fera intervenir une entreprise tierce spécialisée, aux frais entiers de l'entreprise adjudicataire.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation quotidienne des ses propres déchets vers les bennes de la déchetterie de chantier.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Sans objet
- Demandes d'arrêtés - Sans objet
- Autorisations concessionnaires - Sans objet

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Sans objet

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

CHR Lunéville :

**Proximité du service Dialyse au RDC et parking personnel CHR
de locaux occupés en exploitation**

Circulations personnel CHR, patients piétons et circulation de VL, VSL ambulances

Parking VL en emprise du CHR en exploitation

Mesures de prévention

Chantier clos avec cloison palissade de chantier

Travaux bruyant et contraignants, gênants se feront en horaire décalés

Guider les PL lors des appros.

Aires levage closes signalées

Manutentions à la grue et gros appros, seront informés à l'avance par les LOTS à CHR

Aucune manutention, survols de charges au dessus des locaux et parties du CHR restant en exploitation.

Pas de survols avec des charges en dehors des aires closes de chantier et en dehors des aires levages des travaux

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Sans objet

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Sans objet

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

Sans objet

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Sans objet

6.7. Locaux témoins

Sans objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Le LOT Démolition Purges Gros oeuvre mettra un PRS, point de rencontre secours : panneau à mettre en place.

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées dans la base vie (bureaux de chantier et locaux réfectoires).

SST obligatoire pour chaque LOT; 1 SST pour 10 personnes et présence d'une trousse à pharmacie sur chantier pour chaque LOT.

De plus chaque entreprise possédera un téléphone mobile de secours pour les appels en cas d'urgence, d'accident.

Les accès chantier et voies de circulation chantier devront toujours être dégagés et propres pour besoins éventuels d'interventions des secours.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Point de rencontre avec les secours au portail du chantier

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

En cas d'évacuation, point de rassemblement niveau base vie

7.7. Modèle de fiche de secours

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers



et dites :

1.ICI CHANTIER : 54/LUNEVILLE/CONFORMITE PUI CHR

Adresse : 6 rue GIRARDET BP 30206
Bâtiment GALLE 54301 LUNEVILLE CEDEX

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

En cas d'évacuation, point de rassemblement niveau base vie

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_Presence_Plomb
- Annexe_Mise_en_place_de_grues
- Annexe_MESA
- 159291 (DIAG P)
- 159292 (DIAG RAT)
- DAAT_enrobé_Amiante_HAP_parking_169822 (DIAG ENROBE)
- DHOL 1